



Европейски парламент Parlamento Europeo Evropský parlament Europa-Parlamentet Europäisches Parlament
Euroopa Parlament Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο European Parliament Parlement européen Parlaimint na hEorpa
Europski parlament Parlamento europeo Eiropas Parlaments Europos Parlamentas Európai Parlament
Parlament Ewropew Europees Parlement Parlament Europejski Parlamento Europeu Parlamentul European
Európsky parlament Evropski parlament Euroopan parlamentti Europaparlamentet

Parlement européen, Bruxelles, 20 Juin 2019

M. Jean-Claude Juncker, président
Mme. Cecilia Malmström, commissaire au commerce international
Commission européenne
Bruxelles

Monsieur le Président, Madame la Commissaire,

Nous avons appris par voie de presse que la Commission européenne envisage de conclure dans les prochains jours la négociation de l'Accord d'Association avec le Mercosur, qui inclut un accord de libre-échange complet.

Comme **députés européens élus récemment, ou sortants**, nous considérons que c'est une obligation qui nous incombe d'accompagner les négociations en contact permanent avec les fonctionnaires de la Commission qui les mènent. Nous insistons sur le fait que nous devons recevoir des mises à jours régulières durant la phase finale des négociations, afin de pouvoir mener un débat informel au sein du Parlement européen, des commissions spécialisées et des groupes de travail. Nous considérons que c'est essentiel pour le bon fonctionnement des relations entre nos institutions.

C'est particulièrement important dans ce cas, car le possible accord UE-Mercosur est politiquement très sensible et compte tenu des déclarations du président du Brésil, Jair Bolsonaro, sur le changement climatique, sur le futur de l'Amazonie, sur les droits des travailleurs, sur les droits des peuples indiens, sur la liberté d'expression et d'association. Ses annonces sur le fait que les réserves indiennes devaient être utilisées pour l'agriculture industrielle ont provoqué les plus grandes manifestations de protestation des indiens de l'histoire du pays. Dans les bidonvilles de Rio et d'autres grandes villes, les exécutions extrajudiciaires menées par la police ont lieu de façon régulières. Les institutions en défense des droits des minorités sont en cours de démantèlement ;

Des sociétés démocratiques ont besoin de sociétés civiles fortes qui se battent pour la participation et la défendent, comme la société civile brésilienne l'a si bien fait depuis 1988. Dans les faits, cela a été stoppé: Tous les organismes de conseil et de participation de tous les ministères ont été abolis d'un coup de plume, y compris des organismes d'Etat qui étaient inscrits dans la constitution et jouissaient d'une certaine sécurité légale dérivant d'accords internationaux contraignants.

Le président Bolsonaro a déclaré: "*La démocratie et les libertés existent quand l'armée le veut*". En outre il a permis que le coup d'état militaire de 1964 soit célébré « *comme il se doit* » dans les casernes.

Les accords d'association de l'Union comprennent une déclaration de partage de valeurs communes comme élément essentiel. Nous appelons la Commission de l'Union européenne d'avoir cela en tête quand elle analyse les situations qui se présentent chez nos partenaires.

Nous insistons aussi de considérer le fait que la mise-en-œuvre de l'Accord de Paris est indispensable pour conclure un accord avec l'Union européenne.

Les accords commerciaux de l'Union contiennent des chapitres sur le droit du travail et les obligations environnementales qui en sont un élément essentiel.

Comme vous ne l'ignorez pas, divers pesticides interdits dans l'Union européenne sont utilisés de façon massive dans des pays du Mercosur, notamment dans la région du Mato-Grosso. Les législations sur l'usage des pesticides sont très différentes des nôtres, et au Brésil une réforme de ces réglementations dans le sens d'en élargir l'utilisation a déjà été annoncée.

En ce qui concerne les droits du travail, le Président Bolsonaro a déclaré : "*Les travailleurs doivent choisir entre du travail ou des droits*". Les entreprises sont désormais autorisées à ignorer les conventions collectives, et à négocier des contrats de travaux sur base individuelle. De nouvelles lois privent les syndicats de leur structures financières.

Conclure durant la période de constitution du Parlement européen un accord avec un partenaire d'une telle importance dans le domaine de l'agrobusiness, avec un énorme impact sur l'environnement, sur le changement climatique, et sur l'agriculture paysanne chez les deux partenaires, -comme le confirme l'étude d'impact de l'Université de Manchester commandée par la Commission européenne elle-même-, enverrait un signal très négatif à l'électorat européen. Surtout que cela interviendrait juste après des élections qui ont démontré l'énorme préoccupation de électeurs à l'égard du changement climatique et de l'environnement en général, et qui ont donc donné au nouveau Parlement européen et à la Commission un mandat fort. Les deux institutions doivent analyser en profondeur l'efficacité d'une possible clause sur le développement soutenable, les dispositions de protection sanitaires SPS, la sauvegarde du principe de précaution de l'Union, les conséquences économiques pour le secteur agricole et la fiabilité générale des gouvernements partenaires potentiels.

Pour toutes ces raisons nous appelons la Commission européenne à ne pas sceller d'Accord. Nous demandons qu'il y ait une communication intense entre la Commission, le Parlement et le Conseil sur la situation qui se présente dans la région du Mercosur et sur l'état et les orientations prises par les négociations. Une consultation du nouveau Parlement élu est essentielle avant que quelque paragraphe d'un accord puisse être considéré légitime.

Veillez agréer, Monsieur le Président, Madame la Commissaire, l'expression de notre haute considération,

Helmut SCHOLZ,
Anna CAVAZZINI,
Joachim SCHUSTER,
Martina ANDERSON,
Eric ANDRIEU,
Maria ARENA,
Kostas ARVANITIS,
Manon AUBRY,
Malin BJORK,
Manuel BOMPARD,
Lynn BOYLAN,
Klaus BUCHNER,
Reinhard BÜTIKOFER,
Martin BUSCHMANN,
Damien CAREME,
Matt CARTHY,
Leila CHAIBI,
Ellie CHOWNS,
Clare DALY,
Özlem DEMIREL,
Petra DE SUTTER,
Bas EICKHOUT
Cornelia ERNST,
Luke Ming FLANAGAN,
Eleonora FORENZA,
Alexandra GEESE,
Martin HÄUSLING,
Heidi HAUTALA,
Anja HAZEKAMP,
Maria HEUBUCH,
Yannick JADOT,
Jude KIRTON-DARLING,
Kateřina KONEČNÁ,
Stelios KOULOGLOU,
Patrick LE HYARIC,
Aurore LALUCQ,
Sabine LÖSING,
Marisa MATIAS,
Emmanuel MAUREL,
Aileen MCLEOD
Tilly METZ,
Martina MICHELS,
Anne-Marie MINEUR,
Ana MIRANDA,
Liadh NÍ RIADA,
Younous OMARJEE,
Dimitris PAPADIMOULIS,
Jutta PAULUS,
Anne-Sophie PELLETIER,
Manu PINEDA,

Sira REGO,
Diana RIVA,
Catherine ROWETT,
Martin SCHIRDEWAN,
Molly SCOTT CATO,
Alyn SMITH
Barbara SPINELLI,
Bart STAES,
Tineke STRIK,
Josep-Maria TERRICABRAS,
Estefania TORRES MARTINEZ,
Miguel URBAN CRESPO,
Bodil VALERO
Kim VAN SPARRENTAK
Idoia VILLANUEVA,
Mick WALLACE,
Gabi ZIMMER,